



L'État pour les Jeux

Les jeux et l'emploi



La Direction régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DRIEETS) d'Île-de-France est mobilisée, sous l'autorité du préfet de région, pour contribuer à ce que les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 soient réussis et que seuls les exploits sportifs restent dans la mémoire du grand public et des 13,5 millions de spectateurs attendus.

« Ouvrons grands les Jeux », le slogan de Paris 2024, est aussi une ambition de la DRIEETS : les ouvrir largement aux acteurs socio-économiques

franciliens en œuvrant pour que les retombées économiques et d'emploi induites par les Jeux leur bénéficient.

L'accès à la commande publique et privée, les clauses sociales sont des opportunités exceptionnelles pour les entreprises, notamment de l'économie sociale et solidaire et leurs salariés, par exemple les structures de l'insertion par l'activité économique et les entreprises adaptées. Les équipes de la DRIEETS sont totalement investies pour réussir ce pari.

Ainsi, en avril 2023, près de 3 000 personnes ont pu ainsi accéder à un emploi grâce aux Jeux. Plus de 1 000 d'entre elles sont issues de Seine-Saint-Denis, un territoire qui bénéficie pleinement de la dynamique impulsée par les ouvrages olympiques.

Réussir les jeux, c'est aussi garantir que les entreprises trouveront les salariés

dont elles ont besoin. La DRIEETS œuvre en ce sens en lien étroit avec Pôle Emploi. Notre objectif est d'amener 20 000 personnes à faire le choix de métiers de la sécurité privée. C'est une nécessité pour les jeux, ce sont autant d'opportunité pour ceux qui les saisiront.

D'autres secteurs d'activités qui sont particulièrement concernés par l'organisation des Jeux : le BTP, la logistique, l'hôtellerie-café-restauration, le nettoyage et la sécurité privée sont également pourvoyeurs de nombreux emplois. L'ensemble des leviers sont activés : plusieurs milliers de place de formation supplémentaires pour les jeunes et les demandeurs d'emploi, un effort de mise en relation avec les futurs employeurs décuplé, des milliers d'offres pour les étudiants...

Porter cette ambition impose une mobilisation de tous. En 1^{er} lieu l'État, mais également l'ensemble des acteurs de l'emploi et de l'insertion, nos partenaires des collectivités et tous les professionnels pour réussir les jeux et en assurer l'héritage !

Gaëtan RUDANT

Directeur régional DRIEETS

L'info du mois

L'insertion dans le cadre des Jeux

Une clause sociale d'insertion est une disposition contractuelle ou légale insérée dans un contrat public ou privé, visant à promouvoir l'emploi et l'insertion professionnelle des personnes en situation de vulnérabilité sur le marché du travail. Elle vise généralement à favoriser l'accès à l'emploi des personnes qui en sont éloignées, telles que les personnes en situation de handicap, les demandeurs d'emploi de longue durée, les personnes issues des quartiers prioritaires de la ville, (etc.). Une telle clause s'impose aux entreprises bénéficiaires de ce contrat qu'il soit de fournitures, de travaux ou de services. Elle peut conditionner le choix du bénéficiaire du contrat mais, plus généralement, elle se matérialise par un nombre d'heures d'insertion à réaliser avec les personnes qui sont éligibles au dispositif et est assortie de pénalité en cas de non réalisation.

Une Charte Sociale pour les Jeux de Paris a été adoptée par les conseils d'administration de Paris 2024 et de la SOLIDEO. Elle s'impose à toutes les entreprises bénéficiaires d'un contrat relatif à l'organisation des Jeux. Ce texte prévoit des dispositions visant à favoriser le tissu économique local et l'emploi local, en encourageant une commande publique qui prend en compte l'insertion par l'activité économique ainsi que local et régional. Dans ce cadre, la SOLIDEO aura bientôt atteint l'objectif cible d'heures d'insertion.

Le chiffre du mois

1.317 million d'heures cumulées d'insertion

Les Très Petites Entreprises (TPE), les Petites ou Moyennes Entreprises (PME) et l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) ont cumulé 1.317 million d'heures de travail d'insertion en Île-de-France dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques. Ces heures de travail d'insertion cumulées englobent un large éventail d'activités allant de la construction et la rénovation des infrastructures sportives et des sites d'accueil, à la logistique et la sécurité.



Agenda !

01 juin 2023

Dévoilement de la programmation de l'olympiade culturelle

05 juin au 07 juin

Commission de coordination du CIO - point d'étape sur l'organisation des Jeux

08 juin 2023

Réunion du comité interministériel des jeux Olympiques et Paralympiques présidé par la Première ministre

23 juin 2023

Journée olympique : célébration de la création du CIO le 23 juin 1894, et des valeurs de l'olympisme

Les Jeux de Paris : un levier pour les compétences et l'insertion

Les Jeux sont pour de nombreux Franciliens une chance d'acquérir des compétences nouvelles et de trouver un emploi. Pour que cette chance devienne réalité, et qu'elle bénéficie en particulier aux Franciliens les plus éloignés de l'emploi, trois principaux leviers sont mobilisés

Les Jeux font l'objet d'un engagement fort de l'État, de la SOLIDEO et de Paris 2024 pour qu'ils bénéficient aux personnes éloignées de l'emploi, alternants ou résidents des quartiers prioritaires de la Ville (QPV).

Cet engagement se traduit dans les 6 principes de la Charte sociale. Ils ont permis à 3000 personnes en insertion de retrouver un emploi.

A cette fin, un réseau renforcé de « facilitateurs de clauses sociales » a été mis en place pour accompagner les structures de l'économie sociale et solidaire (ESS) vers des opportunités offertes par les JOP.

Enfin, pour donner aux Franciliens les compétences nécessaires ou les adapter, un effort sans précédent est réalisé dans ce domaine par l'État et le Conseil régional. A titre d'exemple, sur la seule formation des demandeurs d'emploi aux métiers de la sécurité privée, des milliers de places supplémentaires sont financées par l'État à hauteur de plus de 32 millions d'euros.

Métiers en tension : les efforts portent leurs fruits

Les Jeux représentent un formidable vivier d'emplois. Ce sont ainsi près de 150 000 emplois qui sont concernés dans toute la France, avec des besoins très importants dans les secteurs de la construction (11 000 emplois), du tourisme (62 000 emplois) et de l'organisation (77 000 emplois), dont 22 000 rien que dans la sécurité privée. Avec près de 80% des épreuves se déroulant en Île-de-France. Ces emplois sont une chance pour les Franciliens. Recruter est une nécessité pour les entreprises de la région œuvrant pour les jeux.

Dans ce domaine, les professionnels travaillent à renforcer l'attractivité de leur secteur, notamment en revalorisant les salaires.

L'État et ses partenaires les accompagnent pour concrétiser ces recrutements. Pour cela, les besoins sont analysés, les viviers potentiels mobilisés et formés. Un travail de mise en relation des acteurs est au cœur du travail des équipes de la DRIETS. Les actions menées dans le domaine de la sécurité privée sont les plus visibles, mais les autres secteurs font également l'objet de la mobilisation des services.

Au-delà des seuls chiffres de recrutement, ces actions ne seront véritablement réussies que si le lien entre « sortants » de formation et entreprises « recruteuses » est suffisamment solide pour perdurer.

BTP : l'État est attentif à la sécurité sur les chantiers des Jeux

L'organisation des Jeux mobilise de nombreux secteurs d'activité, notamment celui de la construction avec la nécessité de bâtir de nouvelles infrastructures pour accueillir l'événement. L'État est vigilant sur la sécurité des travailleurs du BTP, et prend des mesures pour garantir leur protection sur les chantiers en veillant au respect par les entreprises et maîtres d'ouvrage des règles posées par le Code du travail.

Depuis 2020, l'unité régionale de contrôle et d'appui grands chantiers (URACGC) mène des contrôles réguliers, près de 3000 à cette date. Elle procède régulièrement à des arrêts de travaux pour retirer les salariés d'une situation de danger grave et imminente (136 salariés).

Elle enquête sur les accidents qui surviennent sur les chantiers des Jeux (16 accidents graves, ont été recensés à ce jour).

Bien entendu, la vigilance porte également sur les conditions d'emploi des travailleurs de ces chantiers, notamment en luttant contre le travail illégal.



Rencontre Plan régional d'insertion pour la jeunesse (PRIJ) autour des métiers de la sécurité privée qui s'est déroulée le 4 avril 2023 à la préfecture de région

3 Questions à...



Nadine CRINIER
Directrice Pôle emploi Île-de-France

Quelle est l'influence des JOP Paris 2024 sur l'emploi en Île-de-France ?

Le dynamisme de notre région en faveur de l'emploi est à nouveau confirmé par l'enquête que nous réalisons auprès des entreprises de la région (enquête BMO besoins en main d'œuvre 2023). Avec 524 000 projets de recrutements (+25 % en cinq ans) annoncés par les entreprises, la région offre de nombreuses opportunités dans les secteurs du service aux entreprises, du nettoyage, de l'hôtellerie-restauration et du transport-logistique. Ce sont des secteurs fortement sollicités par les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 qui vont mobiliser 150 000 emplois dont 60 000 créations

d'ici l'événement. D'ailleurs, les entreprises recrutent dès à présent pour anticiper les difficultés de recrutement et disposer de personnel expérimenté lors de l'événement. Car parallèlement à cette manne d'emplois, se confirment aussi les tensions sur le marché du travail puisque près de 55 % des projets de recrutements sont jugés difficiles par les recruteurs dans cette enquête.

Quels sont les métiers en tension impactés par les JOP Paris 2024 ?

Les principaux métiers impactés par les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, concernent les secteurs du BTP, de la sécurité privée, du nettoyage, de l'hôtellerie-restauration, et du transport. Ces métiers sont déjà depuis de nombreuses années en tension pour de multiples raisons : manque de personnel qualifié, problématique de ressources territoriales, concurrence, attractivité... Or, ce sont des secteurs qui recrutent à l'approche des Jeux de 2024. Ce sont 10 000 emplois estimés dans le secteur

HCR (cuisinier, serveur, agent de restauration...), 20 000 à 30 000 dans la sécurité privée, 6 900 dans le secteur transport logistique et 6 000 emplois dans la propreté et la gestion des déchets, 2 000 dans le transport.

Pour tous ces secteurs, nous accompagnons les entreprises attributaires des marchés de Paris 2024 pour anticiper et satisfaire leurs besoins de recrutement, comme nous le faisons actuellement avec les entreprises de la sécurité privée.

En quoi consiste la mobilisation de Pôle emploi pour pallier les tensions du secteur de la sécurité privée ?

C'est une mobilisation de grande envergure, pour les publics demandeurs d'emploi, mais aussi les étudiants, les jeunes des ÉPIDE, et des écoles de la 2^{de} Chance E2C.

Ces derniers mois, notre action s'est fortement concentrée sur les formations et les recrutements dans les métiers de la sécurité privée en vue des Jeux. Les attributaires des marchés de Paris 2024 devraient recruter jusqu'à 22 000 personnes dans les métiers de la sécurité privée. Ces entreprises sont accompagnées au plus près par Pôle emploi pour anticiper le recueil et le suivi de leurs besoins avec une agence référente, afin de proposer le meilleur service. Notre challenge est d'intégrer 15 000 personnes dans les entreprises de sécurité privée d'ici avril 2024. Pour atteindre cet objectif, nous allons en former 20 000.

Pour y parvenir, nos équipes ont développé des actions innovantes comme « Du stade vers l'emploi » (DSVE) co-construit avec les fédérations sportives (athlétisme, rugby, badminton, basketball, tennis de table), avec un financement État et Région. L'activité sportive permet de développer des qualités très recherchées par les employeurs comme l'esprit d'équipe, la persévérance, la réactivité ou encore la capacité à être force de proposition. Le principe est de réaliser un recrutement sans CV basé sur la mise en avant des savoir-être liés à la pratique sportive et transférables dans le monde professionnel. 26 événements DSVE ont été organisés en 2022. Nous avons pour objectif de réaliser plus de 100 DSVE en 2023 afin de faciliter les recrutements pour Paris 2024.

Plus largement, nous nous emparons de toutes les opportunités de valoriser ces métiers : les salons et forums emploi régionaux auxquels nous participons, revêtent depuis quelques mois les couleurs de Paris 2024 avec un nouveau concept « En piste vers l'emploi ». Ces événements proposent des animations autour de la découverte des métiers de la sécurité privée et de la détection de potentiel pour être orientés directement vers une formation.

En complément, une nouvelle étape a été franchie avec la mise en place, depuis mi-mars, des ateliers territoriaux sécurité privée dans toute l'Île-de-France, à raison d'un atelier par jour et par territoire à minima. En agence ou hors les murs comme ce fut le cas le 2 mai dernier à l'Université De Vinci à la Défense, les huit directions territoriales organisent ces rencontres pour dans un premier temps une cible de 58 000 demandeurs d'emploi avec un objectif : les informer des opportunités d'emploi dans les métiers de la sécurité privée, faire le lien avec leurs qualités professionnelles et leur permettre de s'inscrire directement dans l'une des formations proposées.

Par ailleurs pour des publics non-inscrits à Pôle emploi : étudiants, intérimaires, jeunes des EPIDE, E2C, accompagnateurs des clubs sportifs... notre plateforme téléphonique conseille et accompagne les personnes pour s'inscrire aux formations dans la sécurité événementielle et réaliser les démarches administratives auprès du CNAPS.

Quels sont les premiers résultats obtenus dans le secteur de la sécurité privée ?

Les premiers résultats sont encourageants : grâce à l'ensemble de nos actions, on compte 3 425 entrées en formation de demandeurs d'emploi depuis septembre 2022 dont 945 pour le seul mois de mars 2023. Sur la même période, 4 201 demandeurs d'emploi ont été recrutés dans ce secteur.

Les conseillers et la ligne managériale de Pôle emploi sont bien conscients d'être un maillon utile à la réalisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Nous poursuivons notre action avec détermination et adaptons de nos dispositifs pour répondre aux différents enjeux

3,2,1... Formez-vous !



Campagne de communication en vue du recrutement pour les métiers de la sécurité privée.

Construction des ouvrages Olympiques : entreprises sous contrat en Île-de-France

1.317 M d'heures



cumulées d'insertion en Île-de-France sur 1979 million en France

442 M d'euros



engagés en Île-de-France sur 653 millions en France

1315



de ces TPE/PME/ESS sont situées en Île-de-France sur un total de 1884 engagées en France.

838 552 d'heures

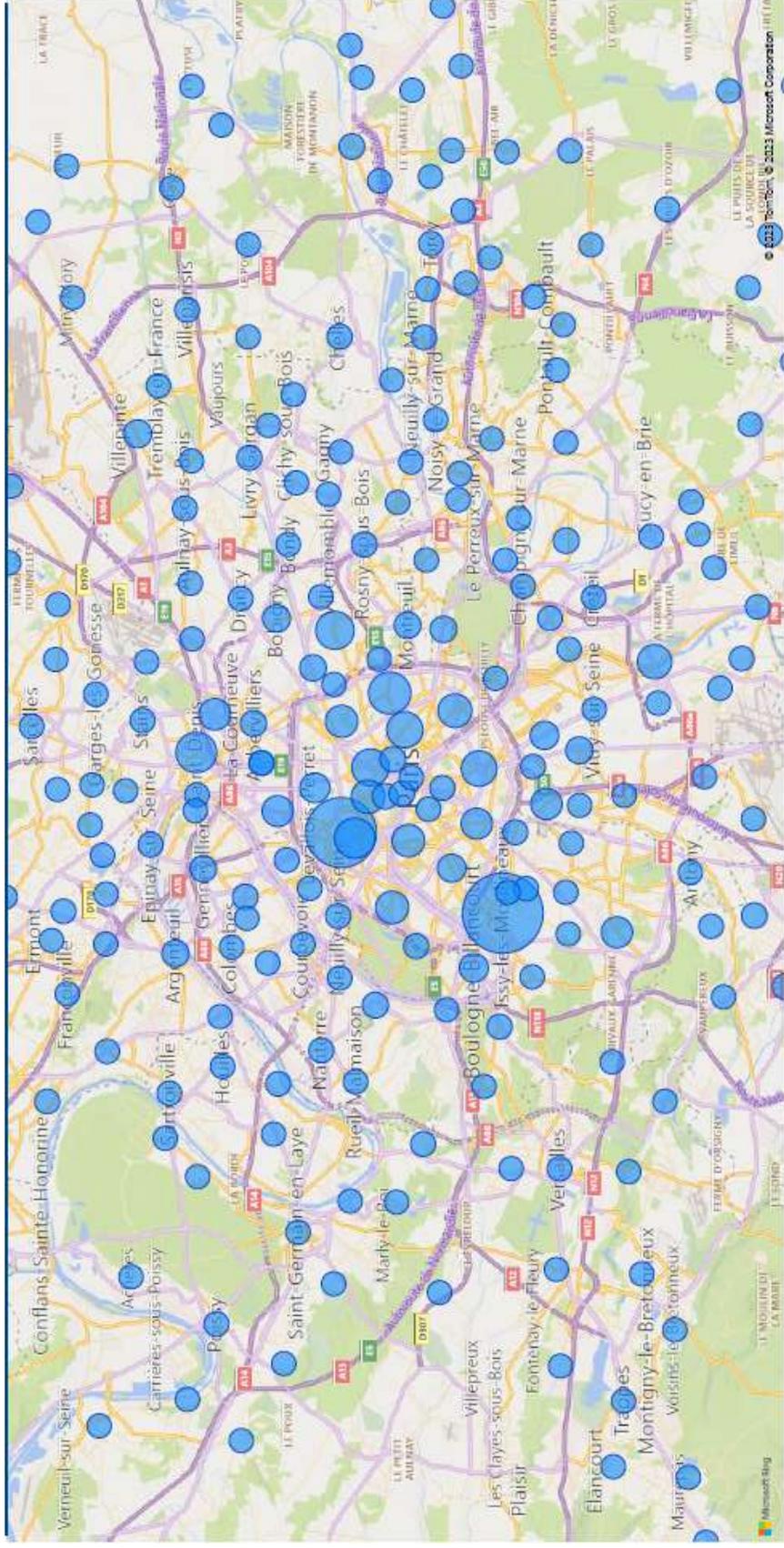


de travail déjà réalisées

83 %



de l'objectif cible de 534 millions d'euros engagés a été atteint



● TPE, PME, ESS* ayant contractualisé en Île-de-France

*ESS : économie sociale et solidaire

SOURCE : Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), en Île-de-France

Préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris – Juin 2023

Crédits photos : Préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris – Pôle emploi Île-de-France.

Crédit carte : SOLIDEO (Société de livraison des ouvrages olympiques)